

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 77
Excusés : 3
Absents :

REUNION DU 11 AVRIL 2026

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-SIX, le SAMEDI ONZE AVRIL à DIX HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT AVRIL DEUX MILLE VINGT-SIX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry, 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme Nawel AATIF, Mme Ameni ABDELJELIL, Mme Farida ADLANI, M. Abdelkader ARRAHMANE, M. François ASENSI, M. Azad BABUROGLU BAPIR, Mme Djamila BELHARIZI, Mme Fatima BELMOUDEN, M. Bruno BESCHIZZA, M. Stéphane BLANCHET, Mme Fatma BOUDRAF, Mme Célia BOUHACINE, M. Karim BOUMEDJANE, M. Denis CAHENZLI, M. Frank CANNAROZZO, M. Eric CEPRANI, M. Laurent CHANTRELLE, M. Mohamed CHERIF, M. Abdelouaheb CHERIGUENE, Mme Anne-Marie DARD, Mme Estelle DAVOUST, M. Sébastien DE CARVALHO, Mme Virginie DE CARVALHO, Mme Muriel DEBRABANT, M. MÉRIL DECIMUS-NOVAR, Mme Mariam DIAWARA, Mme Fatimata DOUCOURE-BAH, M. Fouad EL KOURADI, Mme Jihane EL MESSAOUDI, Mme Arhella EL SODY, M. Abderrazak FADILI, M. Vincent FAVERO, M. Seïd FERRAT, M. Ladj GASSAMA, M. Dominique GAULON, M. Quentin GESELL, M. Julien GOLDBERG, Mme Shéhérazade KASMI, M. Mohamed KHEMLICHE, M. Moussa KONATE, Mme Aude LAGARDE, M. Jean-Christophe LAGARDE, Mme Muriel LAGNEAU, Mme Karine LANCHAS, M. Michel LASTAPIS, M. Diven LECUIR, Mme Elena MALANDRA, M. Christian MALKIC, M. Anthony MANGIN, Mme Séverine MAROUN, M. Paulo MARQUES, M. Rachid M'BARKI, Mme Gemmila MEGHRAOUI, Mme Chérifa MEKKI, M. Tarik MESSAOUDI, Mme Mounia MESTAOUI, M. Didier MIGNOT, Mme Sabrina MISSOUR, Mme Chantal MOREAU, M. Sébastien MORIN, M. Medhi NEZZAR, M. Idriss NIANG, M. Eric PALLUD, M. Alain RAMADIER, Mme Sylvie RIOL, Mme Nelly ROLAND, Mme Aïssa SAGO, M. Gilles SAULIERE, M. Oussouf SIBY, Mme Rabéha SOLTANI, Mme Bilé SYLLA, M. Demba TALL, Mme Sukran TOSUN, M. Demba TRAORE, M. Julien TURBIAN, M. Gokhan UNVER, Mme Mélissa YOUSSEF.

EXCUSES

Mme Safia BACH RUSSO, M. Jean-Philippe RANQUET, Mme Fatou SAGNA,

AYANT
DONNE
POUVOIR A

M. Stéphane BLANCHET, M. BOUMEDJANE Karim, Mme Chérifa MEKKI,

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Nawel AATIF

DELIBERATION N°36 – VIE INSTITUTIONNELLE – FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION AUX ELUS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5219-2-1, L5211-12, et L.2123-20 et suivants,

Vu le décret 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,

Vu l'installation du conseil de territoire le 11 avril 2026 et le procès-verbal d'élection du président, des Vice-présidents et des autres membres du Bureau,

Vu le tableau des indemnités ci-annexé,

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de fixer le montant des indemnités de fonction attribuées aux différents bénéficiaires, sous réserve de respect des plafonds fixés par les textes.

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale, déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20260411-36-11-04-2026-DE
Date de télétransmission : 23/04/2026
Date de réception préfecture : 23/04/2026

Considérant que les indemnités de fonction brutes mensuelles maximales susceptibles d'être attribuées peuvent s'élever à :

- Pour le Président : 110 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Pour les Vice-présidents : 44 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

Considérant que les délégués territoriaux, lorsqu'ils sont membres du Bureau et que le président de l'EPCI leur a délégué des fonctions, peuvent bénéficier à ce titre d'une indemnité sous réserve de respecter la limite de l'enveloppe totale des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au président et aux Vice-présidents.

Considérant qu'un élu, titulaire d'autres mandats électoraux, ne peut percevoir pour l'ensemble de ses fonctions un montant total de rémunération et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité telle que définie à l'article 1er de l'ordonnance du 13 décembre 1958.

Considérant que les indemnités de fonctions pour l'exercice des fonctions de Président, de Vice-président et de conseiller des établissements publics territoriaux ne peuvent être cumulées avec les indemnités de fonctions perçues au titre des fonctions de Président, de Vice-président et de conseiller de la Métropole du Grand Paris.

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le principe de versement du régime indemnitaire au Président, aux vice-présidents ainsi qu'aux conseillers de territoire délégués.
- **DECIDE** de fixer le montant de l'enveloppe indemnitaire globale en additionnant les indemnités de fonction maximales du Président et des vice-présidents.
- **DECIDER** de fixer les indemnités de fonction de président à 57 % de la valeur de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, les indemnités de fonction des vice-présidents à 42 % de la valeur de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et les indemnités de conseillers de territoire délégués à 21 % de la valeur de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.
- **DE FIXER** les indemnités par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.
- **DIT** que les indemnités de fonction seront versées mensuellement selon le tableau figurant en annexe de la délibération.
- **DIT** que les indemnités seront indexées sur la valeur du point d'indice.
- **Dit** que les indemnités seront versées dès la date d'entrée en fonction des élus concernés telle qu'elle figure dans l'arrêté de délégation.
- **DIT** que les dépenses seront inscrites au budget général de l'exercice en cours chapitre 65.
- **DIT** qu'ampliation de la présente délibération sera transmise au Préfet de Seine-Saint-Denis.
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil – dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ADOpte A LA MAJORITE

(71 VOIX POUR, 2 VOIX CONTRE : DJAMILA BELHARIZI,
ELENA MALANDRA, 7 ABSTENTIONS :
LAURENT CHANTRELLE, MURIEL DEBRABANT,
DIVEN LECUIR, CHERIFA MEKKI, FATOU SAGNA,
OUSSOUF SIBY, GOKHAN UNVER)


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20260411-36-11-04-2026-DE
Date de télétransmission : 23/04/2026
Date de réception préfecture : 23/04/2026